

DÉCLARATION DE M. LE JUGE SALAM

[Texte original en français]

Accord avec le dispositif de l'avis — Souscription pour l'essentiel au raisonnement de la Cour — Caractère obligatoire de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale du fait de son endossement par des résolutions du Conseil de sécurité — Question de l'indemnisation éventuelle des Chagossiens.

1. Bien qu'ayant voté en faveur de tous les points du dispositif du présent avis et ayant souscrit pour l'essentiel au raisonnement de la Cour, j'estime nécessaire de préciser certains éléments qui auraient dû être traités par celle-ci.

2. Dans sa détermination du droit applicable, la Cour a recherché à quel moment le droit à l'autodétermination s'est cristallisé en tant que règle coutumière. Elle a essentiellement relevé l'importance de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale qui, selon elle, constitue un moment décisif dans l'évolution de la position des Etats en matière de décolonisation. Elle a également cité des résolutions de l'Assemblée générale antérieures et ultérieures à celle-ci.

3. Je souscris à ce raisonnement, d'autant plus que la Cour a déjà réitéré que «les résolutions de l'Assemblée générale, même si elles n'ont pas force obligatoire, peuvent parfois avoir une valeur normative» (voir le paragraphe 151 du présent avis; *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1996 (I)*, p. 254, par. 70). Cependant, je pense que la Cour aurait dû aller plus loin en citant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

4. En effet, outre l'adoption même de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale avec une écrasante majorité, sans aucun vote négatif et neuf abstentions, j'aimerais souligner le fait que le Conseil de sécurité, dans les questions relatives à la décolonisation dont il sera saisi entre 1960 et 1965, endossera expressément cette résolution. Il a procédé de la sorte dans plusieurs résolutions, notamment celles relatives à la situation dans les territoires administrés par le Portugal. Ainsi, dans sa résolution 180 (1963), le Conseil de sécurité «*[c]onfirme* la résolution 1514 (XV)» et «*[a]ffirme* que la politique du Portugal ... est contraire aux principes de la Charte et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité» avant d'inviter celui-ci à «*[r]econnaître* immédiatement le droit des peuples qu'il administre à l'autodétermination et à l'indépendance». Puis, dans sa résolution 183 adoptée cinq mois plus tard, le Conseil de sécurité «*[f]ait appel* à tous les Etats pour qu'ils se conforment *[à]* la résolution 180 (1963)» qui confirme, comme déjà indiqué, la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. De nouveau, dans sa résolution 218 adoptée en 1965 sur la même question, le Conseil de sécurité «*[r]éaffirme* l'interprétation du principe de l'autodétermination qui

DECLARATION OF JUDGE SALAM

[Original English Text]

Agreement with the operative part of the Opinion — Broad agreement with the reasoning of the Court — Binding nature of General Assembly resolution 1514 (XV) as a result of its endorsement by Security Council resolutions — Question of the possibility of compensation for the Chagossians.

1. Although I voted in favour of all the subparagraphs of the operative part of the present Advisory Opinion and essentially concur with the Court's reasoning, I consider it necessary to clarify certain points that should have been addressed by the Court.

2. In determining the applicable law, the Court sought to ascertain at what point the right to self-determination became crystallized as a customary rule. Above all, it noted the importance of General Assembly resolution 1514 (XV), which it views as a defining moment in the evolution of the position of States on decolonization. The Court also cited previous and subsequent General Assembly resolutions.

3. I agree with this reasoning, especially since the Court has previously reiterated that "General Assembly resolutions, even if they are not binding, may sometimes have normative value" (see paragraph 151 of the present Advisory Opinion; *Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1996 (I)*, pp. 254-255, para. 70). However, I think that the Court should have gone further by referring to relevant resolutions of the Security Council.

4. Indeed, apart from the fact that General Assembly resolution 1514 (XV) was adopted by an overwhelming majority, with no votes against and nine abstentions, I would point out that, when dealing with questions relating to decolonization between 1960 and 1965, the Security Council expressly endorsed this resolution. It did so in several resolutions, in particular those relating to the situation in the territories under Portuguese administration. Thus, in resolution 180 (1963), the Security Council "[c]onfirms . . . resolution 1514 (XV)" and "[a]ffirms that the policies of Portugal . . . are contrary to the principles of the Charter and the relevant resolutions of the General Assembly and of the Security Council", before calling upon Portugal to implement the "immediate recognition of the right of the peoples of the Territories under its administration to self-determination and independence". Then, in resolution 183, adopted five months later, the Security Council "[c]alls upon all States to comply with . . . resolution 180 (1963)" which, as indicated above, confirms General Assembly resolution 1514 (XV). Later, in resolution 218, adopted in 1965 on the same question, the Security Council "[r]eaffirms the interpretation of the principle of self-determination as laid down

figure dans la résolution 1514 (XV)». Je cite également la résolution 217 (1965) du Conseil de sécurité sur la situation de la Rhodésie du Sud, qui «[r]éaffirme» aussi la résolution 1514 (XV).

5. Outre la valeur normative de la résolution 1514 (XV), le fait de son endossement en des termes très clairs par le Conseil de sécurité dans les résolutions précitées atteste de son caractère obligatoire. Rappelons ici l'article 25 de la Charte des Nations Unies qui dispose que «[l]es Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité conformément à la présente Charte».

6. Par ailleurs, lorsque la Cour se prononce sur la deuxième question soumise par l'Assemblée générale, elle indique à juste titre que «la réinstallation dans l'archipel des Chagos des nationaux mauriciens, y compris ceux d'origine chagossienne», est une question «relative à la protection des droits humains des personnes concernées qui devrait être examinée par l'Assemblée générale lors du parachèvement de la décolonisation de Maurice». J'aimerais cependant souligner qu'il est regrettable que celle-ci n'ait fait, dans ce contexte, aucune mention expresse de la question de l'indemnisation éventuelle des Chagossiens. Non seulement la question a été soulignée devant la Cour par un grand nombre de participants à la procédure, notons également que le Comité des droits de l'homme des Nations Unies (tel que cité au paragraphe 126 du présent avis) avait émis la recommandation que le Royaume-Uni devrait faire en sorte que

«les anciens habitants de l'archipel des Chagos puissent exercer leur droit au retour dans leur territoire et devrait faire savoir quelles mesures ont été prises à cet effet. Il devrait envisager une indemnisation pour la privation de ce droit durant une longue période.» (CCPR/C/GBR/CO/6, par. 22.)

7. Enfin, je rappellerai à cet égard l'affaire du *Mur* où la Cour a considéré qu'Israël était «tenu d'indemniser, conformément aux règles du droit international applicables en la matière, toutes les personnes physiques ou morales qui auraient subi un préjudice matériel quelconque du fait de la construction de ce mur» (*Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2004 (I)*, p. 198, par. 153).

(Signé) Nawaf SALAM.

in . . . resolution 1514 (XV)". I would also mention Security Council resolution 217 (1965) on the situation in Southern Rhodesia, which also "[r]eaffirms" resolution 1514 (XV).

5. In addition to its normative value, the fact that resolution 1514 (XV) was clearly endorsed by the Security Council in the above-mentioned resolutions attests to its binding nature. I would recall here that Article 25 of the United Nations Charter provides that "[t]he Members of the United Nations agree to accept and carry out the decisions of the Security Council in accordance with the present Charter".

6. Besides, in addressing the second question submitted by the General Assembly, the Court rightly states that "the resettlement on the Chagos Archipelago of Mauritian nationals, including those of Chagossian origin" is an issue "relating to the protection of the human rights of those concerned, which should be addressed by the General Assembly during the completion of the decolonization of Mauritius". Nonetheless, it is regrettable that the Court did not expressly mention, in this context, the possibility of compensation for the Chagossians. Not only did a large number of participants in the proceedings call the Court's attention to this matter, it is also worth noting that the United Nations Human Rights Committee (as cited in paragraph 126 of the present Advisory Opinion) had recommended that the United Kingdom ensure that

"Chagos islanders can exercise their right to return to their territory and should indicate what measures have been taken in this regard. It should consider compensation for the denial of this right over an extended period." [CCPR/C/GBR/CO/6, para. 22.]

7. As a final note in this regard, I would recall the *Wall* case, in which the Court considered that Israel "ha[d] an obligation to compensate, in accordance with the applicable rules of international law, all natural or legal persons having suffered any form of material damage as a result of the wall's construction" (*Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I)*, p. 198, para. 153).

(Signed) Nawaf SALAM.
